

Rôle de la Section S&R

La section Stabilisation et Relèvement (S&R) appuie la Représentante Spéciale Adjointe du Secrétaire Général (RSASG), Coordonnatrice Résidente (CR) et Coordonnatrice Humanitaire (CH) dans ses fonctions de pilotage de la contribution des Nations Unies aux efforts de reconstruction au Mali.

S&R promeut les synergies entre la MINUSMA, l'équipe pays des NU et les autres partenaires internationaux, en faveur des communautés les plus touchées par le conflit, notamment au nord et au centre du Mali.

Avec ce bulletin mensuel, nous restituons les plus récentes avancées et activités au nord du Mali en termes de stabilisation et de relèvement. Le public visé rassemble les principaux partenaires de la section dont les composantes militaires et civiles de la MINUSMA, l'équipe pays des NU et les partenaires internationaux.

Pour plus d'informations :

Gabriel Gelin, Spécialiste de l'Information (section S&R) - gelin@un.org

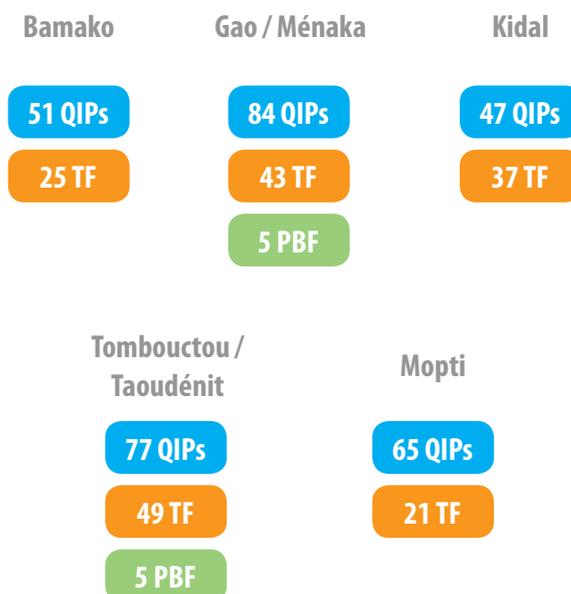


Merci à tous les partenaires
Partenaires d'exécution, Institutions nationales, Société civile,
Baillleurs internationaux, Composantes MINUSMA sponsors.
Tous unis pour un Mali un et indivisible !

Aperçu global depuis 2013

Nombre de projets par région

Au 30 juillet 2017



Faits saillants

- Validation de la Stratégie Spécifique de Développement des Régions du Nord (SSD-RN)
- Taoudénit : reconstitution de cheptel au profit de 106 femmes (QIP)
- Atelier sur la justice traditionnelle et l'institution du cadé (TF)
- Mopti : mission conjointe à Djenné (QIP)
- Tombouctou : réinsertion socio-économique et professionnelle des détenus (TF)
- Nouveaux projets lancés dans les régions du nord

Chiffres clés

Projets à impact rapide (QIPs) : 222 projets finalisés et 102 en cours sur un budget de 11,9 millions USD (324 projets au total depuis 2013)

Fonds pour la Consolidation de la Paix (PBF) : 5 projets démarrés en 2015 sur 18 mois et pour un budget de 12.106.353 USD (3 projets prolongés)

Fonds Fiduciaire (TF) : 46 projets finalisés et 51 projets en cours sur 101 projets approuvés pour un coût de 27.474.139 USD sur un budget de 31.330.367 USD (contributeurs : Allemagne, Australie, Canada, Danemark, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse, Turquie et UN DOCO)

Secteurs

QIPs Projets à impact rapide

Sécurité / Justice / Infrastructures publiques / Agriculture / Santé / Information publique / Education / Eau / Artisanat / Culture / Sports / Gestion de Conflit / Gestion des déchets / Droits de l'Homme

TF Fonds Fiduciaire

Pourparlers de paix / Elections / Sensibilisation / Genre / DDR / Cantonnement / Etat de droit et justice / Retour de l'autorité de l'Etat / RSS / Sécurité / Electricité / Eau et Assainissement / Cohésion sociale

PBF Fonds pour la Consolidation de la Paix

Education / Appui socio-économique / Réintégration des Déplacés / Justice / Cantonnement



Coordination des bailleurs et partenariats

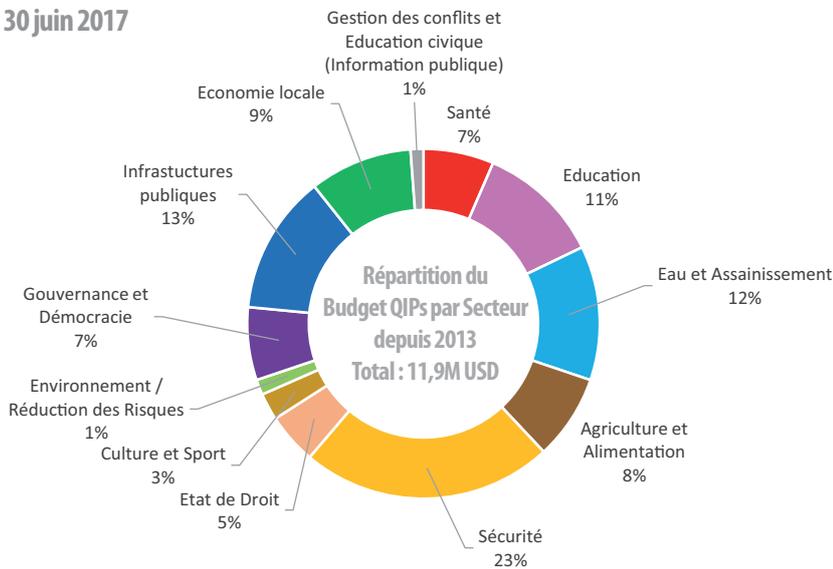
- 1.** Le 6 juillet, s'est réuni le **Sous-Comité Développement Economique, Social et Culturel** du Comité de Suivi de l'Accord (CSA). Le Sous-Comité a discuté la Stratégie Spécifique de Développement des Régions du Nord (SSD/RN), qui sera validée lors d'un atelier national tenu les 17, 18 et 19 juin. Cet atelier est aussi l'occasion d'évoquer le Fonds de Développement Durable (FDD). Le Sous-Comité a recommandé des consultations techniques avec les mouvements signataires concernant le FDD, en amont de l'atelier. Cette session fut également l'opportunité de souligner le besoin d'un rapport de suivi de mise en œuvre des engagements pris par les partenaires à la Conférence OCDE à Paris en octobre 2015 – le Secrétariat Harmonisation de l'Aide (SHA) est mandaté pour rédiger ce rapport par décision ministérielle. Le Sous-Comité a aussi sollicité une mise à jour du Plan d'Urgence et de Relèvement (PUR), à présenter lors de la prochaine session politique de la Commission de Réhabilitation des Zones Post-Conflict (CRZPC). La session a noté l'adoption des Plans d'Urgence Régionaux pour Taoudénit et Ménaka.
- 2.** Le 13 juillet, les Partenaires Techniques et Financiers se sont rencontrés lors d'une réunion technique de la **Commission de Réhabilitation des Zones Post-Conflict (CRZPC)** afin d'envisager de possibles améliorations de la base de données SynergieNord, référençant l'appui des bailleurs pour l'aide au développement et l'assistance humanitaire dans les régions du nord du pays. Les principales suggestions des utilisateurs de la base de données comprennent l'élaboration et la diffusion d'un guide d'utilisation, le besoin d'une méthode harmonisée pour le remplissage de la base, et la possibilité de rejoindre l'Initiative Internationale pour la Transparence de l'Aide (IITA). Les partenaires présents ont aussi abordé la position de la communauté internationale vis-à-vis de la Stratégie Spécifique de Développement des Régions du Nord (SSD-RN) et de son atelier national de validation.
- 3.** Du 17 au 19 juillet, a eu lieu l'**atelier national de validation de la Stratégie Spécifique de Développement des Régions du Nord (SSD-RN)**, organisé par le Ministère de la Solidarité et de l'Action Humanitaire et rassemblant mouvements signataires, collectivités territoriales et services techniques d'autres ministères. La SSD-RN a été validée avec comme recommandations de mettre en place le Fonds de Développement Durable (FDD) avec une gouvernance inclusive et transparente, de mettre en œuvre le processus de DDR dans toutes ses composantes, de poursuivre le retour de l'administration dans toutes les régions, ainsi que de clairement définir les rôles et responsabilités de toutes les parties prenantes dans la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la SSD-RN. Le Ministre de la Solidarité et de l'Action Humanitaire a très positivement apprécié la combinaison d'interventions sécuritaires et de développement prévues dans le cadre de la stratégie et a engagé le Gouvernement du Mali à sa mise en œuvre diligente. Le Ministre a aussi remercié la communauté internationale pour son soutien à la SSD-RN.
- 4.** Le 27 juillet, une **consultation sur les interventions dans les régions de Gao et Ménaka** s'est faite dans le cadre de la réunion mensuelle de la CRZPC avec une large représentation de Partenaires Techniques et Financiers (PTF) : Allemagne, Union Européenne-ECHO, Suisse, France, Luxembourg, Canada, Danemark ; ainsi que d'organisations internationales : PNUD, PAM, UNICEF, FAO, OMS, LuxDev, USAID. Dans le but de renforcer la coordination, la réunion a consisté à inventorier les interventions en cours des PTF et à définir les modalités d'exécution à suivre pour réaliser des activités dans les régions de Gao et Ménaka. Le Gouvernement et les différents acteurs de l'aide humanitaire, du relèvement et du développement se sont accordés sur le besoin d'intensifier la mise en œuvre et la collaboration dans un effort commun face aux défis socio-économiques. En particulier, les clusters sectoriels et groupes thématiques dont WASH, Education et Nutrition ont souligné l'importance de poursuivre leurs activités programmatiques pour améliorer l'accès aux services sociaux de base pour la population.

Financés par la MINUSMA, les Projets à Impact Rapide (ou *Quick Impact Projects - QIPs*) sont des microprojets communautaires. Ces projets sont d'un coût maximal de 50.000 dollars US et d'une durée de 6 mois maximum, dans les domaines de la réhabilitation des services et petites infrastructures publiques, la formation et

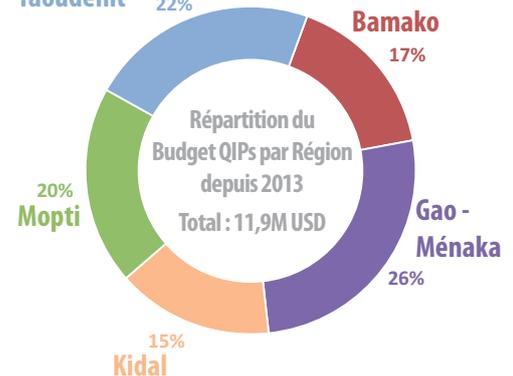
la sensibilisation, la création d'emplois et de revenu. Ils doivent avoir un effet à la fois rapide et durable répondant aux besoins prioritaires de la population et ont pour but d'établir un climat de confiance dans le processus de paix, la Mission et son mandat.

Ces projets bénéficient principalement aux régions du Nord et soutiennent les demandes provenant du gouvernement malien, des ONG internationales et nationales, des agences internationales et de la société civile. Tous les projets sont exécutés à travers des partenaires et entreprises locaux.

Au 30 juin 2017



Tombouctou - Taoudénit



Faits marquants du mois

1. Les 6 et 7 juillet, deux QIPs ont été lancés pour le soutien à la **réintégration socio-économique des femmes et filles de Tombouctou**, au bénéfice direct de 111 personnes, dont 66 en situation de handicap. Les deux projets représentent un budget total de 68.000 USD et comprennent la fourniture d'équipements visant à revitaliser les activités génératrices de revenus et de maraîchage pour les femmes affectées par la crise.

2. Le Bureau Régional de la MINUSMA de Kidal a lancé le 12 Juillet **quatre projets à impact rapide en faveur des femmes de la région de Kidal**. Ils seront mis en œuvre pour améliorer les conditions de vie des populations, en particulier des femmes, et faciliter leur participation au processus de paix et de cohésion sociale dans la région de Kidal.

Pour plus d'informations : <http://bit.ly/2vYm8Qn>

3. Le 17 juillet, le Bureau Régional de la MINUSMA à Tombouctou a procédé à la remise officielle d'un projet de **reconstitution du petit cheptel au profit de 106 femmes**, membres de l'Association des Femmes Leaders du Nord pour la Paix et la Réconciliation Nationale du village d'Almatala, dans la région de Taoudénit. Financé à hauteur de 40.975,59 USD, ce projet à impact rapide vise à contribuer à la réinsertion socio-économique des femmes réfugiées et déplacées de retour dans cette localité.

Pour plus d'informations : <http://bit.ly/2ucr1l6>

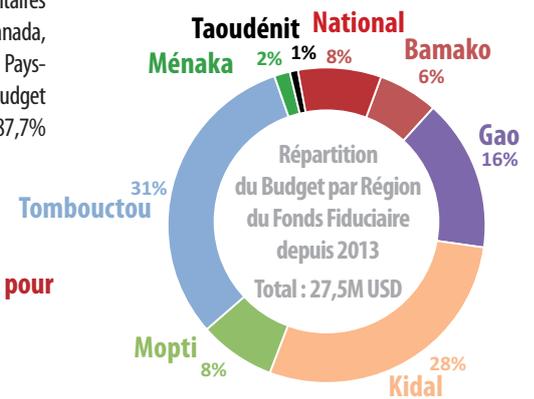


4. Le 21 juillet, plusieurs composantes de la MINUSMA ont conduit une **mission conjointe à Djenné** dans le cadre d'un QIP de protection du patrimoine culturel local. La délégation a organisé une activité de sensibilisation avec 150 jeunes sur l'importance de préserver la culture locale et sur le mandat de la Mission.

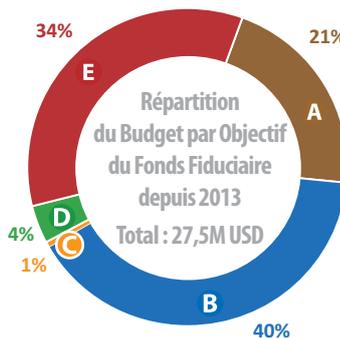
5. Le 28 juillet, une cérémonie officielle a eu lieu dans la Commune de Fatoma sous la présidence du Gouverneur de Mopti et en présence du Chef de Bureau de la MINUSMA pour le **lancement de 4 QIPs**. Ceux-ci visent à réhabiliter et équiper le poste des Eaux et Forêts à Fatoma, la Garde Nationale à Bandiagara, la Brigade Territoriale de Gendarmerie à Boni et à construire et équiper un nouveau poste de Gendarmerie à Konna. Pour un budget total de 180.000 USD, les 4 projets sponsorisés par UNPOL vont contribuer à renforcer les capacités des forces maliennes de sécurité dans la région de Mopti.

Le Fonds Fiduciaire des Nations Unies en soutien à la Paix et la Sécurité au Mali a été créé à la demande du Conseil de Sécurité (Résolution 2085 (2012)). Les Etats Membres peuvent apporter des contributions libres d'affectation ou non au Fonds, qui vise à apporter un appui vital aux Forces de Défense et de Sécurité Maliennes (FDSM), à assister le Gouvernement malien dans ses efforts pour assurer une paix durable, le retour de l'autorité de l'Etat et de l'ordre constitutionnel et à soutenir les cruciales interventions humanitaires et d'aide au développement concourant aux efforts à court et à long-terme de la communauté internationale pour résoudre la crise au Mali.

Ce fonds est soutenu par des contributions volontaires des bailleurs suivants : Allemagne, Australie, Canada, Danemark, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse, Turquie et UN DOCO. Le budget actuel du fonds avoisine 31,3 millions USD, dont 87,7% sont alloués aux projets existants.



E Efforts immédiats et à long-terme pour résoudre la crise au Mali



A Restauration de l'Ordre Constitutionnel, de l'unité nationale et appui aux élections

B Retour de l'autorité de l'Etat, Etat de Droit et DDR-RSS

D Equipement et appui logistique aux Forces de Défense et de Sécurité Maliennes (FSDM)

C Renforcement des capacités des Forces de Sécurité Maliennes (FSM)

Au 30 juillet 2017

Faits marquants du mois

1. Le 5 juillet, le projet de **réhabilitation de la route Aéroport-Gouvernorat à Gao** a officiellement démarré avec une évaluation sur site de la Section Génie de la MINUSMA et du prestataire en charge de l'étude technique. Cette phase du projet est financée pour 52.989,60 USD sur la contribution des Pays-Bas au Fonds Fiduciaire.

2. Le 20 juillet, le Bureau Régional de la MINUSMA à Tombouctou, à travers sa Section des Affaires Judiciaires et Pénitentiaires, a procédé à la remise de deux projets de préparation à la **réinsertion socio-économique et professionnelle des détenus** de la Maison d'Arrêt et de Correction de Tombouctou. Financés pour plus de 50.000 USD sur la contribution du Danemark au Fonds Fiduciaire, ces projets concernent le maraichage et la menuiserie.

Pour plus d'informations : <http://bit.ly/2uclhZf>

3. Du 27 au 28 juillet, étaient organisées des **Journées de réflexion sur la problématique de la justice traditionnelle et l'institution du cadi**, par la Direction Nationale de l'Administration Judiciaire et du Sceau (DNAJS) sous le haut patronage du Ministère de la Justice et Garde des Sceaux. Rassemblant les cadis, ou juges traditionnels, de Gao, Kidal, Tessalit,

Tombouctou, Nara, Nioro et Goundam et des acteurs de la justice formelle, les participants ont pu réfléchir sur les complémentarités entre modes traditionnels, religieux et coutumiers de règlements de conflits. Cet atelier a été financé à travers la contribution des Pays-Bas au Fonds Fiduciaire et appuyé par la Section des Affaires Judiciaires et Pénitentiaires de la MINUSMA. ▼



Projets récemment approuvés

1. Ce mois, **5 nouveaux projets ont été approuvés** par le Comité de Revue des Projets du Fonds Fiduciaire dont le soutien à l'opérationnalisation de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (première phase pour 208.264 USD sur la contribution

de Canada au Fonds Fiduciaire) et le soutien à l'opérationnalisation du MOC et des patrouilles mixtes à Tombouctou (pour 1.049.555,38 USD), Kidal (pour 978.069,39 USD) and Gao (pour 249.021,71 USD), financé sur la contribution de l'Allemagne. Ces projets vont directement

appuyer la mise en œuvre de l'accord de paix, en permettant à certains de ses mécanismes clés d'opérer.

Face à la crise politique, institutionnelle et sécuritaire qui a profondément déstabilisé le Mali depuis 2012, le Gouvernement malien et le Système des Nations Unies au Mali ont fait appel au Fonds PBF (pour *Peacebuilding Fund*) en vue de soutenir la consolidation de la paix et la réconciliation. Le Gouvernement du Mali a donc soumis une demande d'éligibilité au Bureau d'Appui à la Consolidation de la Paix (*PBSO*) le 24 février 2014 qui a été approuvée par le Secrétaire-Général des Nations Unies le 2 avril 2014.

Dans ce contexte, l'intervention du programme PBF au Mali représente pour la première phase un budget cumulatif d'environ 12,4 millions USD dont 12,1 sont alloués à 5 projets menés par des agences onusiennes et la MINUSMA. Un Comité de Pilotage supervise l'ensemble du programme et rassemble le Gouvernement malien, la société civile, les Partenaires Techniques et Financiers et les Nations Unies. Les 0,3 millions USD restants sont alloués à la Cellule d'Appui du Comité de Pilotage. Les 5 projets sont réalisés entre janvier 2015 et juin 2016 et 3 d'entre eux (*) ont bénéficié d'une extension de janvier à mars 2017.

Au 30 février 2017
 **1** **Projet d'éducation pour la consolidation de la paix au Nord du Mali (*) - UNICEF**

L'agence et ses partenaires mettent en oeuvre une stratégie de scolarisation accélérée en vue d'un accès à l'éducation pour les enfants vulnérables déscolarisés et non scolarisés. Des espaces de dialogues communautaires inclusifs sont aussi instaurés pour une cohésion sociale à l'école, en famille et au sein de la communauté.

 **2** **Appui au renforcement des capacités de résilience aux conflits des femmes et des jeunes dans les régions de Gao et Tombouctou (*)**
PNUD, ONUDI

Ce projet conjoint porte sur l'accompagnement des processus de réconciliation nationale et de promotion du dialogue en créant des opportunités économiques en faveur des femmes vulnérables et des jeunes à risque.

 **3** **Rétablissement de la confiance par l'appui au processus de cantonnement**
UNOPS

Les opérations renforcent la confiance mutuelle entre les parties signataires de l'accord de paix et favorisent l'apaisement du climat sécuritaire. L'ancrage du processus de désarmement dans le pays passe notamment par le cantonnement des combattants. UNOPS est en charge de la construction et de la gestion de camps prévus à cet effet.

 **4** **Solutions pour la réintégration durable et pacifique des personnes déplacées internes (PDI) et des réfugiés rapatriés dans les régions de Gao et de Tombouctou - OIM, UNHCR**

Ce projet consiste à fournir aux PDI et rapatriés un accès aux services sociaux de base et à renforcer la cohabitation pacifique entre les communautés locales dans un climat de confiance accrue dans le processus de paix.

 **5** **Programme d'amélioration de l'accès des femmes victimes de violences sexuelles et basées sur le genre à la justice et la sécurité dans le processus de consolidation de la paix au Mali (*)**
ONU Femmes, UNFPA, MINUSMA

Les 2 agences et la Mission soutiennent les victimes de VBG en leur facilitant l'accès à la justice et à une prise en charge holistique. Le projet appuie également le renforcement de capacités des services de prise en charge ainsi que du système judiciaire en matière de VBG.

